REPUBLIQUE DU BURUNDI

MINISTERE DES FINANCES, DU BUDGET
ET DE LA PLANIFICATION ECONOMIQUE

NOTE DE CADRAGE MACROECONOMIQUE 2022-2024

Table des matières

Abréviations et Acronymes 20
Messages cles 21
0. INTRODUCTION 22
I. SITUATION ECONOMIQUE RECENTE 2019/20-2021/22 23
I.1. Environnement économique international 23
I.2. Contexte macroéconomique national 24
I.2.1. Secteur réel 24
I.2.2. Finances publiques 25
I.2.3. Balance des paiements 27
I.2.4. Situation monétaire 28
II. PROJECTIONS MACROECONOMIQUES 2022/23-2024/25 30
II.1. Hypothèses du cadrage macroéconomique 30
II.2. Projection du secteur réel 30
II.3. Projection du secteur des finances publiques 33
II.4. Projections de la balance des paiements 34
II.5. Projections du secteur monétaire 35
ANNEXES 37

1 Abréviations et acronymes

ABER	: Agence Burundaise de l'Électrification Rurale
AMISOM	: African Union Mission in Somalia
BIDF	: Banque d'Investissement et de Développement pour les Femmes au Burundi
BIF	: Burundian International Francs
BRB	: Banque de la République du Burundi
CHE	: Centrale Hydro-Electrique
DTS	: Droits de Tirages Spéciaux
COMESA	: Common Market for Eastern and Southen Africa
COVID-19	: Corona Virus Disease 2019
EAC	: East African Community
FIGA	: Fonds d'Impulsion de Garantie et d'Accompagnement
FMI	: Fonds Monétaire International
IADM	: Initiative d'Allégement de la Dette Multilatérale
M3	: Masse monétaire
MACMOD-BI	: Macroeconomic Model for Burundi
MFBPE	: Ministère des Finances, du Budget et de la Planification Economique
Mrds	: Milliards
MW	: MégaWatt
OBEM	: Observatoire Burundais de l'Emploi et de la Main d'Œuvre
PIB	: Produit Intérieur Brut
PND	: Plan National de Développement
PPTE	: Pays Pauvres Très Endettés
PTFs	: Partenaires Techniques et Financiers
SIFIM	: Service d'Intermédiation Financière Indirectement Mesuré
TOFE	: Tableaux des Opérations Financières de l'Etat
TVA	: Taxe sur la Valeur Ajoutée
USD	: Dollar américain
VASO	: Valorisation du Sol
%	: Pourcentage
$	: Dollar américain

2 Messages clés

La croissance économique est projetée à 4,6% en 2022 contre une estimation de 3,1% en 2021 et devrait continuer à progresser sur la période 2022-2024. Cette performance attendue est fondée sur plusieurs hypothèses dont les principales sont (i) la reprise de la croissance mondiale du PIB, (ii) le renforcement de la coopération avec les partenaires techniques et financiers et (iii) la sortie progressive de la crise sanitaire, ce qui permettra la mise en œuvre effective des réformes contenues dans le Plan National de Développement.

Tout en restant au-dessus du critère de convergence de l'EAC fixé à 3,0% du PIB, le déficit budgétaire base caisse affichera une évolution encourageante jusqu'en 2024, passant de 7,1% en 2022/023 à 6,4% en 2024/025. Cela est expliqué par l'amélioration de la mobilisation des recettes et de la gestion budgétaire.

Malgré l'augmentation des exportations, la balance commerciale demeurera déficitaire sous l'effet des besoins d'importation toujours croissants pour la mise en œuvre des projets contenus dans le PND exigeant l'import des inputs.

Dans la perspective de respecter le critère de convergence de l'EAC en matière du taux d'inflation qui est plafonné à 8,0%, la masse monétaire projetée est compatible avec la croissance du PIB, soit 10,2% en moyenne sur la période 2022-2024.

Indicateurs clés

	2019/20	2020/21	2021/22
Population (en millions)	11,8	12,0	12,3
Croissance du PIB réel en (%)	4,5	0,3	3,1
PIB réel (en Mrds BIF)	2 103,6	2 092,8	2 157,7
PIB nominal (en Mrds BIF)	6 216,9	6 655,6	7 506,4
Taux d'inflation (en %)	-0,8	7,5	8,0
Taux d'endettement (en %)[1]	53,4	53,8	54,5
Taux de pression fiscale (en %)	14,9	15,7	15,0
Masse salariale en % des recettes fiscales	49,7	46,7	44,9

Taux d'investissement (en %)	13,8	15,9	14,7
Solde Balance courante (en Mrds BIF)	-755,8	-578,0	-792,0
Masse monétaire (Mrds BIF)	2 401,6	3096.1	3360,2

Source:
MFBPE, Modèle de prévision Macroéconomique (MACMOD-BI)

3 0. INTRODUCTION

La note de cadrage macroéconomique joue un rôle très important dans la préparation du Budget de l'Etat. Il fournit les prévisions des ressources et dépenses budgétaires attendues dans le contexte macroéconomique cohérent à travers les quatre secteurs à savoir: (i) le secteur réel, (ii) le secteur des Finances Publiques, (iii) la balance des paiements et (iv) la monnaie et crédit.

Le cadre macroéconomique reflète ainsi les possibilités potentielles de mobilisation de ressources en tenant compte de l'environnement socio-politique et économique national et international et surtout des politiques envisagées pour une amélioration progressive des conditions de vie de la population.

Ainsi, la note de cadrage macroéconomique comprend deux parties essentielles: (i) analyse des indicateurs de l'activité économique récente et (ii) analyse des projections macroéconomiques sur le moyen terme, généralement sur trois années avenir.

L'analyse des indicateurs du passé récent permet de dégager les performances réalisées par rapport aux objectifs initialement fixés et les défis secteur par secteur. Les résultats de cette analyse servent à la formulation de politiques/stratégies sectorielles.

Quant aux perspectives d'avenir, le document montre les projections des indicateurs faites à l'aide du modèle de prévision macroéconomique et sur base des hypothèses formulées pour améliorer la situation du passé et d'aujourd'hui. L'évolution de l'ensemble des indicateurs des quatre secteurs macroéconomiques doivent être cohérent. Autrement dit, les interrelations entre les secteurs doivent être vérifiées, d'où la nécessité des hypothèses réalistes pour ne pas créer des déséquilibrés macroéconomiques.

La présente note de cadrage macroéconomique est élaborée pour servir de préparation de la loi de finances 2022/2023 mais aussi à d'autres besoins éventuels tels que les missions du Fonds Monétaire International (FMI). Elle porte sur la période 2022-2024 et reste susceptible d'être révisée en fonction du changement de conjoncture socio-économique.

I. SITUATION ECONOMIQUE RECENTE 2019/20-2021/22

I.1. Environnement économique international

L'économie mondiale a terminé l'année 2020 en récession avec un taux de croissance de 0,3% sous l'effet de la propagation de la maladie à coronavirus, après une croissance de 2,8% en 2019.

Elle devrait connaitre une croissance de 5,5% en 2021, en raison d'une reprise plus vigoureuse que prévu en moyenne dans toutes les régions au deuxième semestre. Aussi, des mesures de soutien supplémentaires sont prises dans certaines grandes économies en vue d'une reprise de l'activité économique grâce à la disponibilité des vaccins. En effet, dans les pays avancés, surtout aux États-Unis et au Japon, la situation économique devrait connaitre une amélioration en raison des mesures de soutien budgétaire supplémentaires.

Dans les pays avancés, le taux de croissance économique s'est contracté à -4,9% en 2020 contre 1,6% en 2019, avant de rebondir à 4,3% en 2021. L'intervention énergique des pouvoirs publics et la forte disponibilité de vaccins pour l'été 2021, devraient accroître les niveaux de production au sein de ces pays.

Aux Etats-Unis, le taux de croissance est ressorti à -3,4%, après 2,2% en 2019. Il s'établirait à 5,1% en 2021. Dans la Zone euro, l'activité économique a connu une baisse drastique de 7,2% en 2020, à la suite d'un fléchissement plus marqué qu'aux États-Unis. Un regain de croissance de 4,2% est prévu pour 2021. Au Japon, le taux de croissance s'est établit à -5,1% en 2020, après 0,3% en 2019, avant de remonter à 3,1% en 2021.

Dans les pays émergents et les pays en développement, la croissance prise dans son ensemble a enregistré une contraction de 2,4% en 2020, du fait du coup porté à l'activité économique par les perturbations dues à la pandémie de la Covid-19, contre 3,6% en 2019. En 2021, le taux de croissance ressortirait à 6,3%.

En Chine, la croissance a ralenti à 2,3% contre 6,0% en 2019, en partie grâce à des mesures de relance. Un ralentissement serait, également, enregistré en Inde avec un taux de croissance de -8,0% en 2020, après 4,2% en 2019, à l'issue d'une période de confinement plus longue et d'une reprise plus lente que ce qui avait été prévu. En 2021, la croissance s'afficherait respectivement à 8,1% et 11,5%.

En Afrique subsaharienne, le taux de croissance économique s'est établi à -2,6% en 2020 contre 3,2% en 2019. La production a baissé fortement, notamment, dans les pays exportateurs de pétrole touchés par la faiblesse des cours. En 2021, la croissance rebondirait pour ressortir à 3,2%.

I.2. Contexte macroéconomique national

I.2.1. Secteur réel

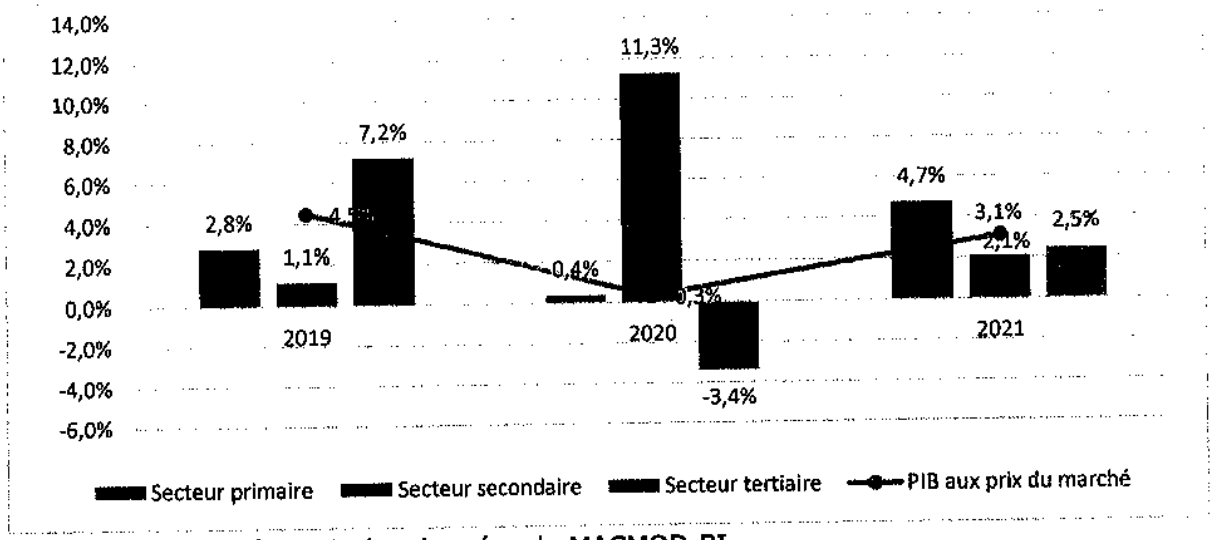
Jusqu'à l'apparition de la pandémie du coronavirus en mars 2020, l'économie burundaise continuait de croitre de manière robuste dénotant ainsi sa résilience face aux chocs. La croissance économique qui était estimée à 4,5% en 2019 s'est ralentie à 0,3% en 2020 en grande partie sous l'effet de la crise sanitaire liée à la maladie à coronavirus. En 2021, il est attendu une reprise de l'activité avec un taux de croissance de 3,1%.

En 2019, la croissance a été portée essentiellement par le secteur primaire (2,8%) et le secteur tertiaire (7,3%) grâce, respectivement au dynamisme de l'agriculture vivrière (5,0%) et de la branche transport et communication (10,2%). Le secteur secondaire bien qu'ayant un taux de croissance plus faible (1,4%) a vu la valeur ajoutée de la branche Construction croitre de 3,0% grâce essentiellement aux fruits des travaux publics réalisés dans le domaine.

S'agissant de l'année 2020, le taux de croissance serait de 0,3% du fait notamment de la crise sanitaire avec ses conséquences négatives sur certains secteurs de production. En effet, contrairement aux deux autres secteurs, le secteur primaire n'a pas beaucoup souffert de la crise grâce à la bonne production vivrière. Le secteur secondaire a connu un ralentissement de croissance, décélérant de 1,4% en 2019 à 0,4% suite principalement aux effets du COVID-19 sur les unités industrielles qui dépendent largement de l'extérieur pour leurs matières premières. Quant au secteur tertiaire, il a enregistré une décroissance estimée à 2,7% suite à la perturbation de presque toutes les activités de ce secteur. Les branches d'activités qui ont été plus affectées sont principalement l'hôtellerie (-40%), le transport (-7,0%) et le commerce (-5,7%).

La reprise attendue en 2021 s'expliquerait par la croissance de tous les trois secteurs du compte de production. Le secteur primaire augmenterait de 3,0%, le secondaire de 4,0% et le tertiaire de 2,9%, grâce principalement à la suppression des mesures prises dans le cadre de la lutte contre la pandémie du COVID-19, lesquelles mesures perturbaient les chaînes d'approvisionnement ou cheminement et limitaient les voyages internationaux des personnes.

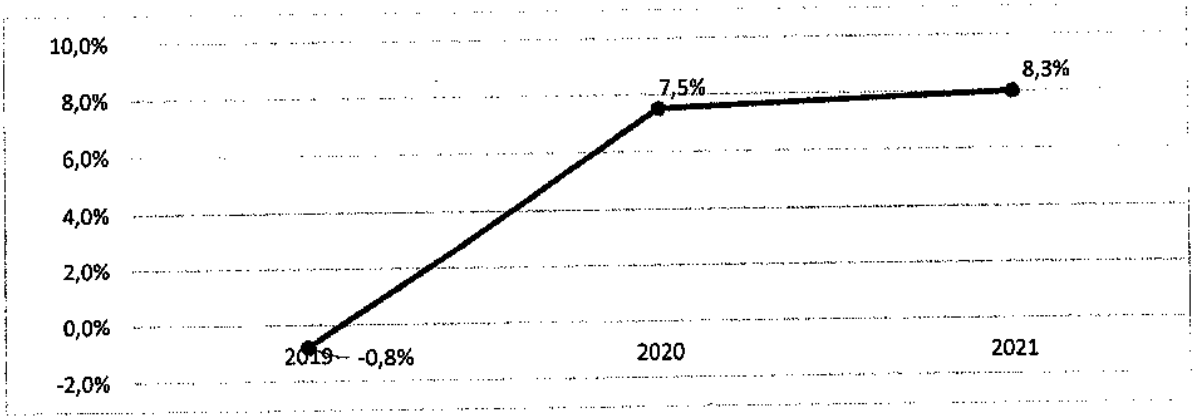
Graphique 1: Profil de croissance économique



Source: Construit à partir des données du MACMOD-BI

Le taux d'inflation est en moyenne de 5,0% sur la période de 2019-2021, ce qui dénote une maîtrise des pressions inflationnistes. Cependant, il est à souligner que depuis 2020, le taux d'inflation affiche une tendance haussière, passant de -0,8% en 2019 à 7,5% en 2020 et il est estimé à 8,0% en 2021.

Graphique 2: Evolution du taux d'inflation



Source: Construit à partir des données du MACMOD-BI

I.2.2. Finances Publiques

Au niveau des recettes, la politique de mobilisation des recettes s'est articulée autour principalement de l'élargissement de l'assiette et de la sécurisation de la collecte des recettes tout en adaptant le corpus fiscal aux nouveaux défis de l'économie numérique.

Ainsi, des progrès ont été enregistrés au cours de la période 2019/20-2020/21 et devrait se poursuivre en 2021/22. Les recettes hors recettes COVID-19 sont passées de 1031,7 en

2019/20 à 1150,2 Mrds de BIF en 2020/21, soit une hausse de 11,5%. Selon les prévisions récentes de l'OBR, les recettes publiques sont prévues à hauteur de 1248,9 Mrds de BIF, soit 8,6% de plus que celles collectées l'exercice précédent.

Les recettes fiscales ont augmenté de 12,8%, passant de 921,5 en 2019/20 à 1039,5 Mrds de BIF en 2020/21 et elles sont estimées à 1081,8 Mrds de BIF en 2021/22, soit une augmentation de 4,1% en comparaison avec les réalisations de 2020/21. En dépit de cette progression affichée en termes nominaux, la pression fiscale montre une tendance en dents de scie, passant de 14,9% du PIB en 2019/20, à 15,7% en 2020/21 et estimée à 15,0% 2021/22.

A propos des dépenses publiques, le Gouvernement reste engagé à promouvoir, non seulement une politique fiscale incitative pour l'investissement en soutien aux secteurs porteurs de croissance, mais aussi une rationalisation des dépenses publiques, et ce dans le cadre d'un programme d'actions général d'amélioration de la gestion publique.

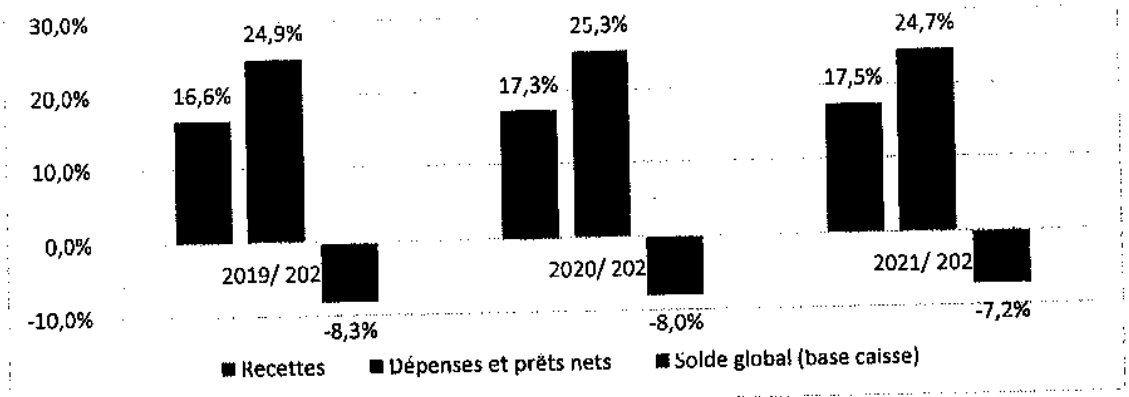
En effet, les dépenses courantes en ratio du PIB ont connu baisse de 0,5% entre 2019/020 à 2020/021, passant respectivement de 17,5% à 17,0%. En termes nominaux, elles ont augmenté, passant de 1089,8 à 1130,2 Mrds de BIF suite au paiement effectué des arriérées/annales, à la mise œuvre annuelle de la politique d'ajustement salariale, aux différentes dépenses exécutées à la suite du changement de la législature issue des élections de 2020 mais aussi à la nouvelle politique mise en place depuis l'an 2020/21 liée au paiement du ticket modérateur pour les soins de santé des retraités de l'Etat.

Les dépenses courantes sont estimées à 15,3% du PIB en 2021/22 et sont en diminution par rapport à l'exercice précédent (17,0%) suite à une politique de priorisation et de prudence mise en place en vue de rehausser les dépenses d'investissement et d'autres dépenses en capital des secteurs porteurs de croissance économique.

Les dépenses en capital ont enregistré une augmentation remarquable de 16,6%, s'établissant à 449,2 Mrds de BIF en 2019/20 et à 523,6 Mrds en 2020/21. En ratio du PIB, ces dépenses ont enregistré une augmentation de 0,6 points de pourcentage, passant de 7,2% à 7,9% sur la même période. En 2021/22, les dépenses en capital sont estimées à 9,0% du PIB, soit une augmentation de 1,1 point de pourcentage par rapport à l'exercice précédent.

S'agissant du déficit budgétaire base caisse, il a connu une diminution pour les deux dernières années, passant de 8,3% du PIB en 2019/020 à 8,0% du PIB en 2020/021. Il estimé à 7,2% du PIB en 2021/022.

Graphique 3: Principaux indicateurs des finances publiques (en ratio du PIB)



Source: Construit à partir des données du MACMOD-BI

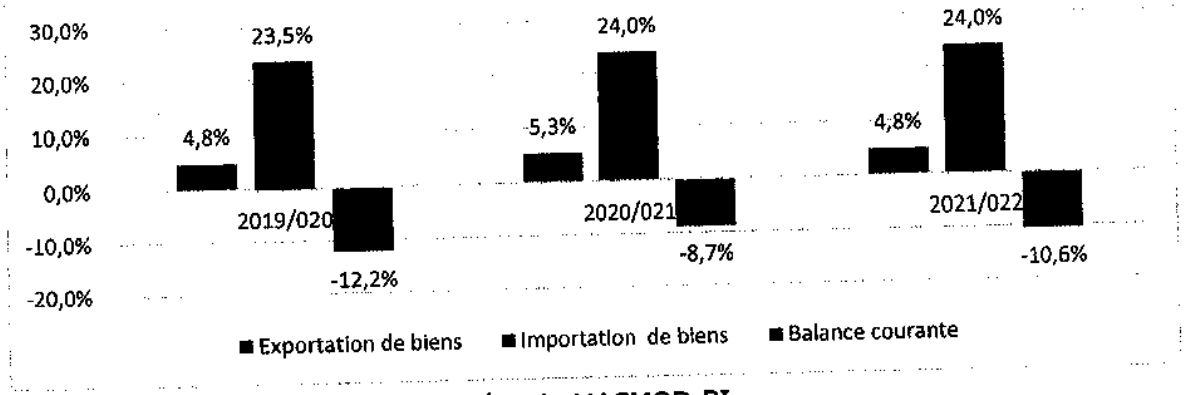
I.2.3. Balance des Paiements

En dépit d'une nette amélioration en termes nominaux, le besoin de financement de la balance courante est demeuré élevé sur la période 2019/20-2020/21. En effet, le solde de la balance courante est passé respectivement de -755,8 Mrds à -578,0 Mrds de BIF, mais le déficit moyen s'est établi à 10,4% du PIB sur la même période.

Cette situation est essentiellement liée à l'amélioration du solde de la balance commerciale, passant de -18,8% du PIB en 2019/020 à -18,6% en 2020/021. Elle est consécutive au choc de la pandémie du COVID-19 qui a ralenti plus le rythme d'augmentation des importations que celui des exportations. Les importations ont enregistré une hausse de 9,1% tandis que les exportations ont augmenté de 19,5%.

Malgré un assouplissement des conditions de transport international et d'un environnement international, les estimations pour l'exercice 2021/2022, le déficit de la balance courante s'établirait à 11,0% du PIB contre 8,7% du PIB l'exercice précédent, soit une dégradation de 2,3 point de pourcentage. Certes, ce déficit sera financé majoritairement par les engagements extérieurs essentiellement les tirages sur prêts extérieurs de l'administration publique, les crédits commerciaux et les avoirs de réserve de la Banque Centrale.

Graphique 4: Principaux indicateurs de la Balance des paiements (en ratio du PIB)



Source: Construit à partir des données du MACMOD-BI

I.2.4. Situation Monétaire

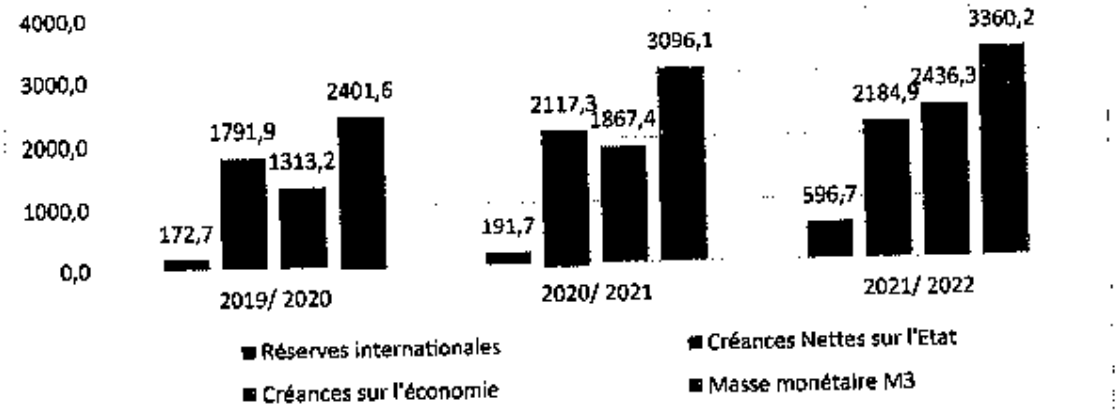
La politique monétaire accommodante pour soutenir l'activité économique dans le souci de permettre la concrétisation du Plan National de Développement s'est poursuivie au cours de la période 2019/20-2021/22. C'est dans ce cadre que la Banque de la République du Burundi a annoncé des nouvelles mesures de politique monétaire consistant à alléger les conditions de refinancement afin de faciliter l'accès au crédit aux promoteurs des projets orientés dans les secteurs ciblés comme porteurs de croissance.

Dans l'objectif ultime de stabiliser les prix, la politique monétaire a consisté à adapter l'évolution de la masse monétaire au même rythme que l'activité économique. Ainsi, le rythme de croissance de la masse monétaire a été régulièrement ramené à la hausse pour se conformer à l'évolution de l'économie.

Sur les trois dernières années, la masse monétaire a connu une progression, soit de 2401,6 Mrds de BIF en 2019/020, 3096,1 Mrds de BIF en 2020/021 et elle estimée à 3360,2 Mrds de BIF en 2021/022. La variation annuelle est expliquée par l'activité économique mais aussi par les appuis financiers accordés au Burundi par les partenaires techniques et financiers dans le cadre de la lutte contre le COVID-19.

Au niveau des contreparties de la monnaie, la part des créances sur l'économie dans les crédits intérieurs a suivi une tendance haussière, soit de 42,3% en 2019/020, 46,9% en 2020/021 et elle est estimée à 52,7% en 2021/022. Cela montre que les crédits qui vont dans le secteur productif est en train d'augmenter au détriment de crédits de consommation (créances nettes sur l'Etat). Ainsi, la part des créances nettes sur l'Etat dans les crédits intérieurs a suivi une tendance baissière, passant de 57,7% en 2019/020, 53,1% en 2020/021 et elle est estimée à 47,3% en 2021/022. Les réserves internationales qui étaient de 191,7 Mrds de BIF en 2020/021 sont estimées à 596,7 Mrds de BIF en 2021/022 suite aux allocations DTS et à la facilité du crédit rapide accordées au Burundi par le Fonds Monétaire International (FMI), équivalent respectivement à 1,2 mois et 3,5 mois d'importations.

Graphique 5: Principaux indicateurs du secteur monétaire (en Mrds de BIF)



Source: Construit à partir des données du MACMOD-BI

II. PROJECTIONS MACROECONOMIQUES 2022/23-2024/25

Le cadrage macroéconomique sur lequel sont bâties les projections repose sur les hypothèses d'évolution de l'environnement économique international et national.

II.1. Hypothèses du cadrage macroéconomique

Hypothèses sur l'environnement économique international: Elles portent sur l'évolution des cours des principales matières premières ayant une incidence sur la position extérieure du Burundi notamment le café, le thé, l'or et le pétrole, etc...

Selon les prévisions du FMI, les cours des matières premières, tels que le pétrole et l'or, seront globalement orientés vers la hausse entre 2021-2024 tout en restant à un niveau plus bas par rapport à la période d'avant la crise sanitaire liée au COVID-19.

- Pour le pétrole, son cours a chuté jusqu'à 41 $/baril en 2020 et remonterait progressivement pour atteindre 47 $/baril en 2024. Cependant, ce niveau reste en deçà de celui projeté avant la crise du COVID-19;
- Après une baisse en 2020, le cours de l'or devrait progressivement s'améliorer.

Hypothèses sur l'environnement économique national: Elles portent sur les efforts qui sont déployés pour la mise en œuvre du Plan National de Développement (PND). A cet effet, le Gouvernement s'est fixé six (06) priorités dans les domaines suivants:

- L'agriculture et Elevage;
- La Santé Publique;
- L'industrialisation;
- L'Emploi des Jeunes et la Protection Sociale des vulnérables;
- Les infrastructures sociales et économiques;
- La paix et la Réconciliation

Ainsi, les hypothèses sur lesquelles reposent les projections sont entre autres:

- la modernisation et la diversification de la production agricole, animale et halieutique;
- l'augmentation et l'amélioration de l'offre énergétique;
- l'amélioration de la qualité des ressources humaines par le renforcement de l'offre et l'accessibilité aux services d'éducation, de santé etc.

II.2. Projection du secteur réel

Après une récession de l'activité économique en 2020 avec un taux de croissance de 0,3%, l'économie burundaise rebondirait sur la période 2022-2024 avec une croissance réelle du PIB qui se situerait en moyenne à 5,2%.

La croissance économique serait soutenue dans tous les secteurs d'activités. En effet, ***le secteur primaire*** enregistrerait une croissance moyenne de 4,8% sur la période 2022-2024 contre 2,9% entre 2019-2021. La production dans le primaire serait tirée principalement par l'agriculture vivrière (4,3%), l'agriculture d'exportation (8,4%) et la sylviculture (10,3%).
Agriculture vivrière: En vue d'assurer la sécurité alimentaire, le Ministère ayant en charge l'Agriculture s'est fixé l'objectif d'accroître la production et garantir un surplus commercialisable qui pourrait amorcer un courant d'approvisionnement de certaines régions. Le taux de croissance moyen projeté à 4,3% sur la période s'expliquerait également par la construction des barrages et de l'extension des périmètres irrigués ainsi que la restructuration et l'opérationnalisation de la filière semencière en vue d'approvisionner les ménages ruraux en matériel végétal de qualité sans oublier l'apport des coopératives agro-pastorales de production (telles que SANGWE, VASO, etc...).

Agriculture d'exportation: La relance de ce secteur reste une priorité pour pallier les baisses des cours sur les marchés internationaux et l'évolution de ce secteur devra donc reposer sur une production dynamique et évolutive des différentes cultures d'exportation. Les prévisions tablent sur les taux de croissance moyen de la production à 8,4% entre 2022-2024 et sont essentiellement basées sur les effets de la reconversion des caféiers, de l'extension des plantations aux zones favorables à la culture du thé ainsi que de la diversification des cultures d'exportation.

Sylviculture: La croissance serait principalement liée aux activités du projet de reboisement en cours dont les résultats sont très satisfalsants mais également à la mise en place des stratégies relatives à la coordination de toutes les interventions en matière de reboisement ainsi que le renforcement des services de contrôle de flux des produits forestiers et de leurs dérivés.

S'agissant du secteur secondaire, sa croissance s'établirait en moyenne à 5,6% entre 2022-2024 contre une estimation de 1,8% entre 2019-2021. La croissance dans ce secteur serait soutenue principalement par les activités extractives (14,3%), la production de l'électricité-eau (11,0%) et la branche construction (5,4%).

B*ranche de l'extraction : Les performances* seraient consécutives à la mise en application des programmes portant sur les réformes institutionnelles d'exploitation de certains minerais, l'adoption d'une politique minière nationale fondée sur le principe d'équité «gagnant-gagnant» dans le partage des revenus du secteur et l'intensification des activités de recherche géologique et minière.

Branche «*électricité, gaz et eau* »: la croissance serait tirée essentiellement par les programmes de construction des centres hydroélectriques et centres thermiques prévues sur la période 2022-2024, au niveau national que régional. Au niveau national, il s'agit de CHE de Mpanda de 10,4 MW, CHE de Kabu 16 de 20 MW, CHE Jiji-Mulembwe de 49,5 MW, CHE de RUZIBAZI de 15 MW, Centrale solaire photovoltaïque de 7,5 MW, Centrales solaires isolés de l'ABER 0,175, CHE Kirasa de 16 MW et Centrale thermique à base de la tourbe 15 MW. Les Projets hydroélectriques régionaux en cours de construction ou programmés sont notamment Rusumo Falls de 27 MW (part du Burundi) et RUZIZI III de 76,6 MW (part du Burundi)

Enfin, branche de la construction: Les performances seraient liées à la réalisation de nouveaux travaux de construction des infrastructures publiques envisagées notamment les infrastructures scolaires, énergétiques, sanitaires ainsi que des infrastructures de transport dont la réhabilitation et l'extension de l'aéroport international Melchior Ndadaye, la réhabilitation des aérodromes de l'intérieur du pays et la construction de gares routières. De plus, depuis quelques années, le Burundi a entamé une démarche visant à se doter d'une infrastructure ferroviaire dont les études d'exécution sont en cours. Il s'agit du tronçon Keza-Gitega-Musongati et celui d'Uvinza-Musongati.

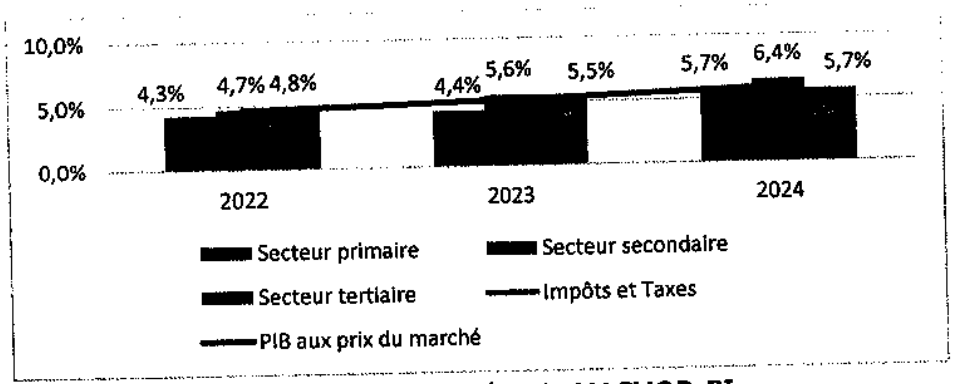
Quant au secteur tertiaire, sa croissance serait en moyenne presqu'au même rythme que le taux de croissance réel du PIB, soit respectivement 5,3% contre 5,2% sur la période du cadrage contre seulement 2,4% estimé entre 2019-2021. Les branches motrices de la croissance dans le tertiaire seraient, entre autres, les banques et assurances (12,0%), les activités de l'hôtellerie et tourisme (7,7%) et les activités de la branche Santé et action sociale (6,3%).

Branche Banques et assurances: la croissance attendue serait liée au développement du secteur financier consécutif à l'entrée en service des nouvelles banques telles que les Banques de Développement pour les Femmes (BIDF) et le Fonds d'Impulsion, de Garantie et d'Accompagnement (FIGA).

Branche santé et action sociale, sa croissance serait consécutive à l'augmentation des dépenses publiques liées aux mécanismes de mise en œuvre des mesures prises par le Gouvernement relatives à la gratuité des soins de santé pour les femmes enceintes et les enfants de moins de cinq ans, la prise en charge des soins de santé des retraités et l'extension à tout le pays du projet MERANKABANDI qui appuie les ménages les plus vulnérables.

Branche d'activités de l'hôtellerie et tourisme: Les performances seraient enregistrées grâce à la relance des activités hôtelières consécutives à la suppression des mesures prises dans le cadre de la lutte contre la propagation du COVID-19 limitant les mouvements de voyage internationaux.

Graphique 6: Projection de croissance économique



Source: Construit à partir des données du MACMOD-BI

II.3. Projection du secteur des Finances Publiques

Les recettes publiques continueraient à progresser suite non seulement à la croissance économique attendue mais également à la poursuite des réformes entreprises pour l'amélioration de la mobilisation des ressources tant intérieures qu'extérieures. Ainsi, elles passeraient de 1377,3 en 2022/23 à 1700,1 en 2024/25 Mrds de BIF, soit une progression de 23,4%.

Les recettes propres de l'Etat seront toujours tirées par les recettes fiscales. Elles représenteraient en moyenne de 90,2% des recettes propres. Les autres recettes proviendront des recettes non fiscales et les recettes des minerais dans des proportions respectives de 8,8% et 1,0% du total des recettes propres.

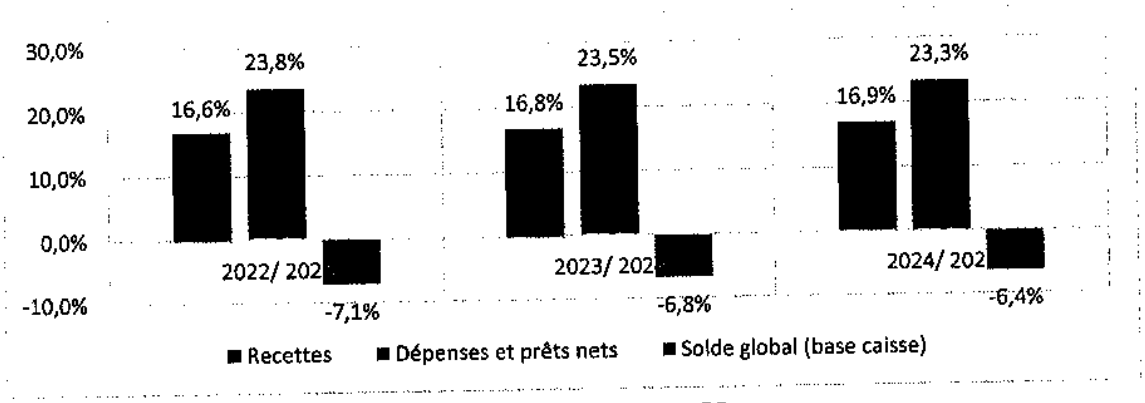
La politique de maitrise de dépenses courantes en vue de dégager des marges budgétaires pour les dépenses d'investissements devrait se poursuivre et le système de contrôle des exonérations sera également renforcé sur la période.

Les dépenses courantes afficheraient globalement une augmentation de 12,5% sur la période 2022/23-2024/25, passant de 1226,5 à 1379,8 Mrds de BIF. Elles sont pricipalement expliquées par la mise œuvre de la nouvelle politique d'améliorer les conditions de vie de retraités en matière de sécurité sociale dont l'objectif ultime est d'octroyer une pension de retraite équivalente plus ou moins au dernier salaire du pensionné et la mise en œuvre de la politique salariale équitable dans le secteur public en cours de finalisation qui boufferait 125 Mrds de BIF pour uniquement le personnel civil de la fonction publique, soit 25 Mrds de BIF par an pendant 5 ans. A cela s'ajoute les recrutements ainsi que les différentes régularisations liées à la prise en charges des différents actes administratifs ayant une incidence sur la masse salariale dont notamment la régularisation des diplômes, les annales et autres bonifications des titres. Mais en ratio du PIB, les dépenses courantes enregistreraient une baisse de 1,1 point de pourcentage, passant de 14,8% à 13,7% sur la période de projection.

Les dépenses en capital passeraient de 8,9% du PIB en 2022/023 à 9,4% du PIB en 2024/025, soit une augmentation de 0,5 point de pourcentage. Cela montre que le Gouvernement mettra un accent particulier à la réalisation des programmes d'investissements prioritaires qu'aux dépenses de fonctionnement.

Malgré les réformes déjà mise en œuvre pour augmenter les recettes publiques et maîtriser la croissance des dépenses, le solde global devrait demeurer déficitaire, toutefois avec une légère amélioration. Pour les trois prochaines années, il est projeté à -7,1% du PIB en 2022/23 et à -6,4% en 2024/25.

Graphique 7: Projection des Principaux indicateurs des finances publiques (En ratio du PIB)



Source: Construit à partir des données du MACMOD-BI

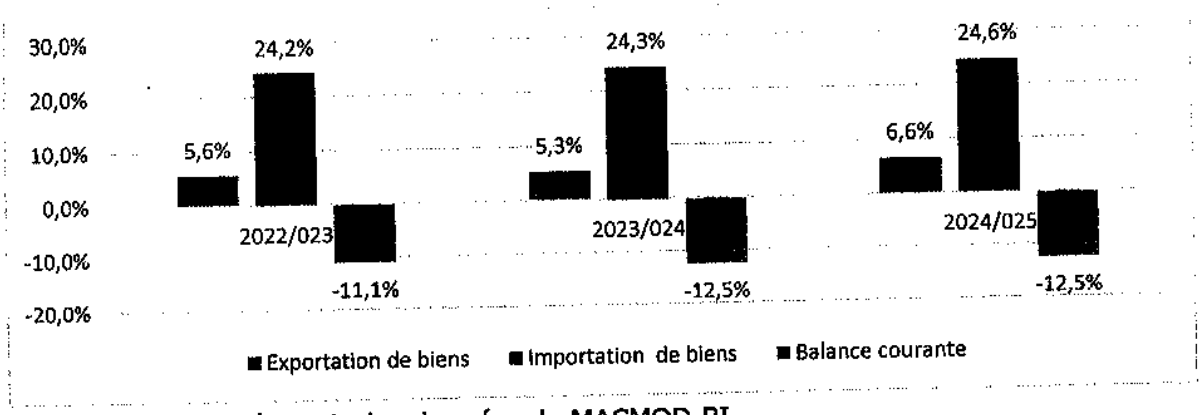
II.4. Projections de la Balance des paiements

La Balance des paiements devrait dégager un besoin de financement très profond suite à l'augmentation des importations dominées par les biens de production et d'équipement et dans une moindre augmentation des exportations notamment le café et le thé. Les exportations sont projetées à hauteur de 461,5 en 2022/23, 483,6 en 2023/24 et 666,1 Mrds de BIF en 2024/25 alors que les importations augmenteraient d'une façon spectaculaire, soit un montant de 2000,1 en 2022/23, 2206,0 en 2023/24 et de 2469,2 Mrds de BIF en 2024/25. En effet, entre 2022/23-2024/25, la balance de paiement enregistrerait un gap de financement de -6,1% du PIB en 2022/23 et de -7,7% du PIB en 2024/25.

Bien que les exportations et les transferts en capitaux et courants soient projetés en augmentation, ils ne parviendraient pas à absorber le déficit qui ne cesse d'augmenter en liaison avec les importations qui vont maintenir le rythme de croissance pour couvrir les besoins d'investissements, ce qui contribue à détériorer le solde de la balance courante. Ce déficit sera financé par les engagements extérieurs tels que les tirages sur emprunts extérieurs, les crédits commerciaux, ou recourir aux avoirs de réserve de la Banque Centrale.

Pour atténuer ce déficit, il serait mieux que le Gouvernement continue sa politique de redynamisation des produits à base exportable et de renouvellement des politiques d'incitation aux investisseurs directs étrangers pour apporter leurs capitaux au soutien de l'économie et de la création d'emplois.

Graphique 8: Projection des principaux indicateurs de la Balance des paiements (en ratio du PIB)



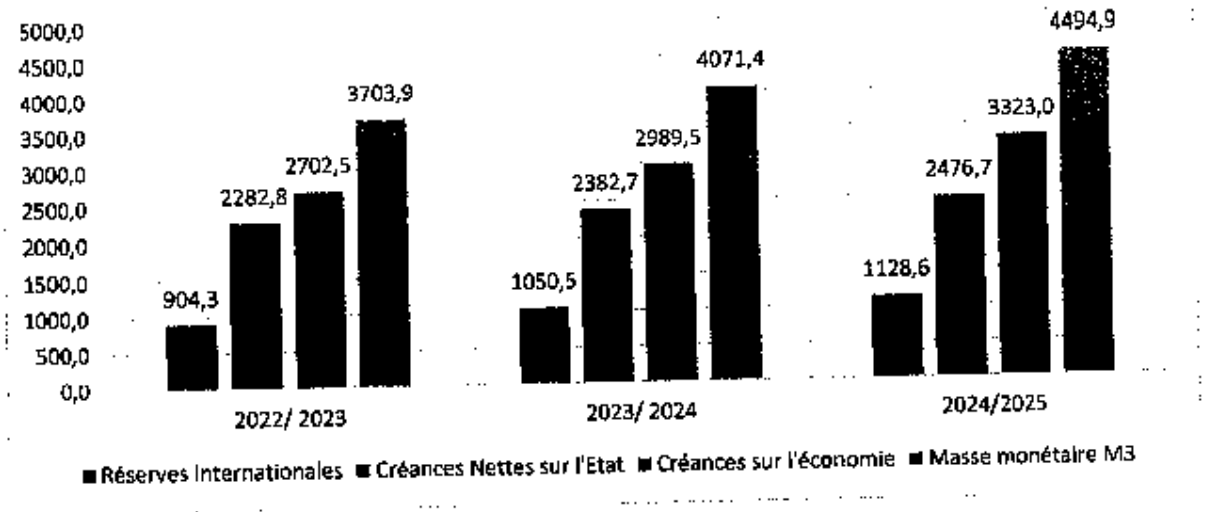
Source: Construit à partir des données du MACMOD-BI

II.5. Projections du secteur monétaire

Pour les trois années à venir, le financement du secteur privé par le secteur bancaire sera encouragé tout en assurant une croissance de la masse monétaire en conformité avec le niveau de l'activité économique afin d'éviter les effets inflationnistes. Ainsi, la croissance de la masse monétaire est projetée en moyenne à 10,2% pour la période allant de l'année fiscale 2022/23 à 2024/25.

Les crédits au secteur privé vont connaitre un accroissement plus rapide que ceux accordés à l'Etat pour le financement du déficit budgétaire. Ainsi, leur augmentation est projetée à 11,2% en moyenne sur la période 2022/23-2024/25 contre 4,2% pour les créances nettes sur l'administration centrale.

Graphique 9: Projection des principaux indicateurs du secteur monétaire (en Mrds de BIF)



Source: Construit à partir des données du MACMOD-BI

ANNEXES

Annexe 1: Croissance du PIB Réel

	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	Moyenne 2018-2019	Moyenne 2022-2024
Secteur primaire	**7,4 %**	**2,8 %**	**3,0 %**	**3,0 %**	**4,3%**	**4,4 %**	**5,7 %**		**4,8%**
- Agriculture vivrière	7,3%	5,0%							4,3%
- Agriculture d'exportation	7,4%	-18,4 %							8,4%
- Café	9,0%	-60,0 %							23,3%
- Thé	3,0%	9,0%							5,7%
- Autres cultures d'exportation	30,6 %	-37,8 %							15,0%
- Forêt	4,3%	-2,5%							10,3%
- Elevage	12,1 %	-11,9 %							8,3%
- Pêche	3,5%	-2,5%							6,3%
Secteur secondaire	**2,5 %**	**1,4 %**	**0,1 %**	**4,0 %**	**4,7%**	**5,6 %**	**6,4 %**		**5,6%**
- Extraction	3,7%	2,1%							14,3%
- Industries	1,6%	0,9%							5,0%
- Industries agroalimentaires	2,5%	0,6%							5,0%
- Industries Manufacturières	-1,6%	2,3%							5,1%
- Industries textiles	-4,2%	-8,4%							4,0%
- Autres industries manufacturières	-1,0%	4,5%							5,3%
- Electricité, gaz et eau	3,9%	-2,5%							11,0%
- Construction	4,7%	3,0%							5,4%
Secteur tertiaire	**3,2 %**	**7,3 %**	**-2,7 %**	**2,9 %**	**4,8%**	**5,5 %**	**5,7 %**		**5,3%**
- Commerce	9,0%	3,9%							4,5%

- Transport et communication	4,5%	10,2 %	[illegible]	3,6%	3,8%	4,6%	8,1%	[illegible]	5,5%
- Transports	4,0%	9,5%	[illegible]	5,8%	6,0%	6,5%	7,0%	[illegible]	6,5%
- Services de Postes, Télécommunication, Internet	4,7%	10,4 %	[illegible]	2,8%	3,0%	4,0%	8,5%	[illegible]	5,2%
- Banques et Assurances	9,9%	27,7 %	[illegible]	10,0 %	11,0%	12,0 %	13,0 %	[illegible]	12,0%
- Hébergement, Restaurant et autres services marchands	1,9%	4,6%	10,0 %	[illegible]	6,0%	8,0%	9,0%	[illegible]	7,7%
- Administration publique	3,0%	2,8%	[illegible]	[illegible]	5,0%	6,0%	8,0%	[illegible]	6,3%
- Education	3,0%	3,3%	[illegible]	[illegible]	3,5%	4,0%	5,0%	[illegible]	4,2%
- Santé et action sociale	3,0%	3,4%	[illegible]	[illegible]	5,0%	6,0%	8,0%	[illegible]	6,3%
- Activités à caractère collectif ou personnel	29,2 %	3,8%	[illegible]	[illegible]	6,0%	7,0%	7,5%	[illegible]	6,8%
- Services domestiques	- 0,8%	3,8%	[illegible]	[illegible]	6,5%	7,0%	7,5%	[illegible]	7,0%
- SIFIM	20,2 %	3,6%	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	14,0%
PIB aux coûts des facteurs	**4,3 %**	**4,7 %**	**- 0,5 %**	**3,1 %**	**4,6%**	**5,2 %**	**5,8 %**	[illegible]	**5,2%**
Impôts et Taxes	12,9 %	2,6%	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	5,2%
PIB aux prix du marché	**5,3 %**	**4,5 %**	**- 0,5 %**	**3,1 %**	**4,6%**	**5,2 %**	**5,8 %**	**2,4%**	**5,2%**

Source: MFBPE, Service de la Prévision Macroéconomique et Prospective, Modèle MACMOD-BI

Annexe 2: PIB nominal (en Mrds de BIF)

	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Secteur primaire	**2132 ,7**	**2090 ,9**	**2122 ,1**	**2359 ,8**	**2620 ,9**	**2864 ,9**	**3067 ,5**	**3393, 4**
- Agriculture vivrière	1828, 8	1748, 5	1794, 5	1968, 9	2142, 0	2313, 2	2489, 9	2692,9
- Agriculture d'exportation	97,1	103,8	66,5	85,3	105, 1	117, 2	138, 3	210,2
- Café	69,7	74,6	35,1	51,8	69,7	78,1	104, 5	159,9
- Thé	23,5	24,9	27,1	29,3	30,7	33,6	27, 2	32,5
- Autres cultures d'exportation	3,9	4,3	4,3	4,2	4,7	5,5	6,6	7,8
- Forêt	48,3	49,2	63,9	82,7	89,4	98,0	109,4	125,5

- Elevage	113,7	143,8	137,8	155,0	172,5	194,7	219,7	255,0
- Pêche	44,8	45,7	59,3	67,9	74,9	81,8	90,2	99,8
Secteur secondaire	**968,1**	**1059,8**	**1085,5**	**1196,8**	**1357,6**	**1495,4**	**1650,6**	**1823,3**
- Extraction	27,0	27,9	28,4	35,9	105,6	125,5	150,0	187,3
- Industries	703,9	784,3	791,6	869,4	936,2	1018,8	1112,4	1201,9
- Industries agroalimentaires	564,5	644,9	643,3	707,6	754,2	819,7	890,8	958,6
- Industries Manufacturières	139,4	139,3	148,3	161,8	179,0	199,1	221,6	243,4
- Industries textiles	3,9	5,0	5,0	6,3	7,1	7,8	8,7	9,9
- Autres industries manufacturières	135,5	134,3	143,3	155,5	171,9	191,3	212,9	233,5
- Electricité, gaz et eau	35,3	37,6	41,9	49,3	54,4	61,6	70,5	80,5
- Construction	201,9	210,1	223,6	242,1	264,1	289,6	317,7	353,6
Secteur tertiaire	**2099,3**	**2208,9**	**2388,0**	**2447,5**	**2813,5**	**3126,4**	**3511,6**	**3868,9**
- Commerce	238,7	212,6	218,2	247,1	295,9	323,1	351,2	380,5
- Transport et communication	220,7	233,7	251,9	270,2	290,8	313,0	339,7	374,6
- Transports	54,9	63,2	64,6	66,9	71,0	77,5	85,0	92,8
- Services de Postes, Télécommunication, Internet	165,8	170,5	187,3	203,2	219,8	235,4	254,7	281,8
- Banques et Assurances	211,2	287,8	383,8	447,1	538,3	612,2	710,2	830,6
- Hébergement, Restaurant et autres services marchands	662,2	732,9	755,0	594,7	668,0	764,7	892,0	999,5
- Administration publique	385,9	361,5	387,4	434,0	479,8	534,0	600,0	667,5
- Education	311,1	319,6	337,8	374,9	416,4	452,5	489,4	530,9
- Santé et action sociale	106,8	107,3	113,8	150,5	195,9	212,9	234,7	263,7
- Activités à caractère collectif ou personnel	101,2	140,6	149,9	159,9	176,3	194,4	216,3	241,8
- Services domestiques	19,1	24,7	26,3	28,3	30,9	34,2	38,1	42,2
- SIFIM	-157,6	-211,9	-236,1	-259,1	-272,9	-315,2	-360,1	-462,3
PIB aux coûts des facteurs	**5200,1**	**5359,7**	**5595,6**	**6004,2**	**6792,0**	**7486,7**	**8229,7**	**9085,6**
Impôts et Taxes	502,0	554,7	621,3	651,4	714,4	787,5	865,6	958,6
PIB aux prix du marché	**5702,1**	**5914,4**	**6216,9**	**6655,6**	**7506,4**	**8274,1**	**9095,3**	**10041,2**

Source: MFBPE, Service de la Prévision Macroéconomique et Prospective, Modèle MACMOD-BI

Annexe 3: PIB Ressources (en ratio du PIB)

	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Secteur primaire	**37,4 %**	**35,4 %**	**34,1 %**	**35,5 %**	**34,9 %**	**34,6 %**	**33,7 %**	**33,8 %**
- Agriculture vivrière	32,1%	29,6 %	28,9 %	29,6 %	28,6 %	28,0 %	27,4 %	26,8 %
- Agriculture d'exportation	1,7%	1,8%	1,1%	1,3%	1,8%	2,1%	1,7%	2,2%
- Café	1,2%	1,3%	0,6%	0,8%	1,2%	1,5%	1,1%	1,6%
- Thé	0,4%	0,4%	0,4%	0,4%	0,5%	0,5%	0,5%	0,5%
- Autres cultures d'exportation	0,1%	0,1%	0,1%	0,1%	0,1%	0,1%	0,1%	0,1%
- Forêt	0,8%	0,8%	1,0%	1,2%	1,2%	1,2%	1,2%	1,2%
- Elevage	2,0%	2,4%	2,2%	2,3%	2,3%	2,4%	2,4%	2,5%
- Pêche	0,8%	0,8%	1,0%	1,0%	1,0%	1,0%	1,0%	1,0%
Secteur secondaire	**17,0 %**	**17,9 %**	**17,5 %**	**18,0 %**	**18,1 %**	**18,1 %**	**18,1 %**	**18,2 %**
- Extraction	0,5%	0,5%	0,5%	0,5%	1,4%	1,5%	1,6%	1,9%
- Industries	12,3%	13,3 %	12,7 %	13,1 %	12,4 %	12,3 %	12,2 %	12,0 %
- Industries agroalimentaires	9,9%	10,9 %	10,3 %	10,6 %	10,0 %	9,9%	9,8%	9,5%
- Industries Manufacturières	2,4%	2,4%	2,4%	2,4%	2,4%	2,4%	2,4%	2,4%
- Industries textiles	0,1%	0,1%	0,1%	0,1%	0,1%	0,1%	0,1%	0,1%
- Autres industries manufacturières	2,4%	2,3%	2,3%	2,3%	2,3%	2,3%	2,3%	2,3%
- Electricité, gaz et eau	0,6%	0,6%	0,7%	0,7%	0,7%	0,7%	0,8%	0,8%
- Construction	3,5%	3,6%	3,6%	3,6%	3,5%	3,5%	3,5%	3,5%
Secteur tertiaire	**36,8 %**	**37,3 %**	**38,4 %**	**36,8 %**	**37,5 %**	**37,8 %**	**38,6 %**	**38,5 %**
- Commerce	4,2%	3,6%	3,5%	3,7%	3,9%	3,9%	3,9%	3,8%
- Transport et communication	3,9%	4,0%	4,1%	4,1%	3,9%	3,8%	3,7%	3,7%
- Transports	1,0%	1,1%	1,0%	1,0%	0,9%	0,9%	0,9%	0,9%
- Services de Postes, Télécommunication, Internet	2,9%	2,9%	3,0%	3,1%	2,9%	2,8%	2,8%	2,8%
- Banques et Assurances	3,7%	4,9%	6,2%	6,7%	7,1%	7,4%	7,8%	8,3%
- Hébergement, Restaurant et autres services marchands	11,6%	12,4 %	12,1 %	8,9%	8,9%	9,2%	9,8%	10,0 %
- Administration publique	6,8%	6,1%	6,2%	6,5%	6,4%	6,5%	6,6%	6,6%
- Education	5,5%	5,4%	5,4%	5,6%	5,5%	5,5%	5,4%	5,3%
- Santé et action sociale	1,9%	1,8%	1,8%	2,3%	2,6%	2,6%	2,6%	2,6%
- Activités à caractère collectif ou personnel	1,8%	2,4%	2,4%	2,4%	2,3%	2,3%	2,4%	2,4%
- Services domestiques	0,3%	0,4%	0,4%	0,4%	0,4%	0,4%	0,4%	0,4%
- SIFIM	-2,8%	-3,6%	-3,8%	-3,9%	-3,6%	-3,8%	-4,0%	-4,6%
PIB aux coûts des facteurs	**91,2 %**	**90,6 %**	**90,0 %**	**90,2 %**	**90,5 %**	**90,5 %**	**90,5 %**	**90,5 %**

Impôts et Taxes	8,8%	9,4%	10,0 %	9,8%	9,5%	9,5%	9,5%	9,5%
PIB aux prix du marché	**100 %**	**100 %**	**100 %**	**100 %**	**100 %**	**100 %**	**100 %**	**100 %**

Source: MFBPE, Service de la Prévision Macroéconomique et Prospective, Modèle MACMOD-BI

Annexe 4: PIB nominal Emplois (en Mrds de BIF)

	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
PIB aux prix du marché	5702,1	5914,4	6216,9	6655,6	7506,4	8274,1	9095,3	10041,2
Importations de biens et snf	1530,9	1614,0	1874,6	1961,0	2052,2	2276,0	2510,3	2809,8
Total des ressources	**7233,0**	**7528,4**	**8091,5**	**8616,6**	**9558,6**	**10550,1**	**11605,6**	**12851,0**
Exportations de biens et snf	468,7	509,1	552,1	570,8	617,2	790,0	827,9	1140,2
Investissements bruts	842,3	876,2	855,1	1055,3	1102,5	1288,6	1618,3	2108,0
Investissement public	144,4	149,0	152,8	170,9	197,3	223,2	260,0	303,9
Investissement privé	637,5	691,7	659,9	812,2	832,2	986,6	1284,6	1730,5
Variation de stock	60,4	35,5	42,4	72,2	73,0	73,4	73,6	73,6
Consommation finale	5922,0	6143,2	6684,3	6990,4	7838,9	8476,8	9159,4	9802,7
- Consommation publique	1336,7	1436,4	1639,3	1765,8	1830,7	2034,3	2249,4	2406,0
- Consommation des ménages	4585,3	4706,8	5045,0	5224,6	6008,2	6442,5	6910,0	7396,7
Total des Emplois	**7233,0**	**7528,4**	**8091,5**	**8616,6**	**9558,6**	**10550,1**	**11605,6**	**12851,0**

Source: MFBPE, Service de la Prévision Macroéconomique et Prospective, Modèle MACMOD-BI

Annexe 5: PIB réel Emplois (en Mrds de BIF)

	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
PIB aux prix du marché	1912,4	2013,1	2103,6	2092,8	2257,7	2457,8	2674,9	2914,3
Importations de biens et snf	871,4	924,2	926,7	930,3	957,2	1026,9	1106,5	1210,0
Total des ressources	**2783,8**	**2937,3**	**3030,3**	**3023,1**	**3214,9**	**3284,7**	**3481,5**	**3728,3**
Exportations de biens et snf	168,4	181,9	199,2	193,9	206,3	264,1	277,0	378,7
Investissements bruts	459,6	483,8	484,1	474,2	459,9	511,8	602,8	732,1
Investissement public	137,5	142,6	144,1	150,7	161,6	171,3	183,3	208,2
Investissement privé	307,2	326,1	322,1	307,5	292,6	325,1	399,3	508,9

Variation de stock	14,9	15,1	17,8	16,0	15,7	15,4	15,2	15,0
Consommation finale	2155,7	2271,6	2346,9	2355,0	2438,7	2508,8	2604,6	2617,5
- Consommation publique	689,3	719,0	866,4	820,6	863,9	905,7	944,7	981,1
- Consommation des ménages	1466,4	1552,6	1480,5	1534,4	1574,8	1603,2	1659,9	1636,5
Total des Emplois	**2783,8**	**2937,3**	**3030,3**	**3023,1**	**3114,9**	**3284,7**	**3481,5**	**3723,3**

Source: MFBPE, Service de la Prévision Macroéconomique et Prospective, Modèle MACMOD-BI

Annexe 6: TOFE (en Mrds de BIF)

	2018/ 2019	**2019/ 2020**	**2020/ 2021**	**2021/ 2022**	**2022/ 2023**	**2023/ 2024**	**2024/ 2025**
Recettes	**904,8**	**1031,7**	1150,2	1381,9	1377,3	1528,7	1700,1
Recettes fiscales	**823,5**	**921,5**	1039,5	1312,4	1250,1	1374,4	1521,8
Impôt sur le revenu	217,0	231,8	241,5	240,9	308,5	339,1	374,4
Taxes sur les biens et services	524,7	591,7	662,1	744,7	782,9	860,6	950,1
Taxes sur le commerce extérieur	81,8	98,0	135,8	126,8	158,7	174,7	197,3
Autres recettes fiscales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxes sur le patrimoine	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Recettes non fiscales	**73,8**	**102,6**	103,2	138,0	122,2	154,4	148,3
Ressources COVID-19	**0,0**	**0,0**	58,9	62,9	0,0	0,0	0,0
Contribution des taxes	0,0	0,0	4,6	6,6	0,0	0,0	0,0
Contribution du Gouvernement	0,0	0,0	15,0	15,0	0,0	0,0	0,0
Contribution des PTFs et autres	0,0	0,0	39,3	41,3	0,0	0,0	0,0
Recettes des Minerais	**7,6**	**7,6**	7,6	8,6	5,0	15,0	30,0
Dépenses et prêts nets	**1413,6**	**1547,2**	1681,2	1852,1	1965,8	2038,8	2351,6
Dépenses courantes	**936,5**	**1089,8**	1130,2	1148,0	1226,5	1304,8	1379,8
Traitements	427,5	458,1	485,1	499,7	545,6	578,3	613,0
Civils	329,2	351,9	372,4	381,2	416,7	441,7	468,1
Militaires	61,8	67,4	69,6	72,1	77,9	82,5	87,5
Nouvelle Police Nationale	36,5	38,8	43,1	46,4	51,0	54,1	57,3
Biens et services	146,0	182,1	179,2	129,6	134,8	150,1	164,2
Civils	54,5	53,6	63,8	49,4	51,4	57,5	63,3
Militaires	54,3	71,6	62,3	41,8	43,5	48,3	52,6

Nouvelle Police Nationale	37,2	56,9	53,1	38,4	39,9	44,3	48,3
Transferts et subventions	258,4	288,9	282,6	328,9	335,5	352,3	375,2
Intérêts dus	104,6	160,7	183,2	189,8	210,6	224,1	227,4
Intérieurs	98,3	154,2	175,2	175,2	194,6	206,4	208,0
Extérieurs	6,3	6,5	8,0	14,6	16,0	17,6	19,4
Autres dépenses	**8,2**	**8,2**	**2,4**	**1,4**	**5,0**	**5,0**	**20,0**
Imprévus	0,0	0,0	2,4	1,4	5,0	5,0	20,0
Projets spéciaux	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Protection sociale temporaire	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Dépenses de fonds	8,2	8,2	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Dépenses exceptionnelles	**0,0**	**0,0**	25,1	29,1	**0,0**	**0,0**	**0,0**
Dépenses COVID-19	0,0	0,0	25,1	29,1	0,0	0,0	0,0
Démobilisation	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Élections	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Assistance technique	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Fonds Global	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Dépenses IADM	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Dépenses en capital	**468,8**	**449,2**	523,6	678,6	784,3	829,0	941,7
Ressources intérieures	137,4	150,4	205,4	289,4	270,3	342,6	420,7
Budget de l'Etat	137,4	150,4	205,4	289,4	270,3	342,6	420,7
Ressources externes	331,4	298,8	318,2	384,2	464,0	486,3	521,1
Prêts projets	110,5	55,9	34,9	50,3	53,2	55,9	64,3
Dons projets	220,9	242,9	283,3	333,9	410,8	430,5	456,7
Partenariat Public Privé	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Prêts nets	**0,0**	**0,0**	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Solde primaire	**-72,7**	**-56,0**	-4,5	62,8	86,2	95,4	107,0
Solde primaire y compris dépenses exceptionnelles	**-72,7**	**-56,0**	-29,6	33,7	86,2	95,4	107,0
Solde global (base engagements)							
Dons inclus 1	**-287,8**	**-272,6**	244,7	203,3	174,7	181,5	181,7
Dons exclus	**-508,7**	**-515,5**	531,0	540,3	588,4	615,0	641,5
Variations des arriérés (réduction -)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Intérêts extérieurs	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Arriérés Intérieurs	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Solde global (base caisse)	**-508,7**	**-515,5**	531,0	540,3	588,4	615,0	641,5

Financement	**564,3**	**515,5**	**531,0**	**540,3**	**588,4**	**615,0**	**641,5**
Financement extérieur	**316,0**	**278,7**	**300,3**	**530,1**	**427,6**	**449,2**	**477,9**
Prêts budgétaires	0,0	0,0	0,0	151,0	0,0	0,0	0,0
Dons budgétaires	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Appui budgétaire sectoriel	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Prêts projets	110,5	55,9	34,9	50,3	58,2	55,9	64,3
COMESA, don exceptionnel /AMISOM	0,0	0,0	3,0	3,0	3,0	3,0	3,0
Dons projets	220,9	242,9	283,3	333,9	410,8	460,5	456,7
Programmes spéciaux	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Démobilisation	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Élections	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Assistance technique	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Fonds Global	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Dons projets spéciaux	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Protection sociale temporaire	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Prêts projets spéciaux	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Amortissement	-15,4	-20,1	-20,9	-36,8	-39,3	-40,1	-46,1
Amortissement non PPTE	-15,4	-20,1	20,9	36,8	39,3	40,1	46,1
Amortissement PPTE	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Allègement de la dette (rééchelonnement; annulation)	0,0	0,0	0,0	48,6	0,0	0,0	0,0
Partenariat Public Privé	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Produits des privatisations et recettes exceptionnelles	**0,0**	**0,0**	4,0	9,3	5,5	7,5	5,2
Financement intérieur	**248,3**	**390,5**	324,6	138,2	155,9	158,8	158,8
Secteur bancaire	293,9	341,5	321,4	108,0	108,3	103,3	98,3
BRB	-18,4	-31,2	8,7	-16,7	-16,7	-16,7	-16,7
Banques commerciales et autres	312,3	372,7	312,7	124,7	125,0	120,0	115,0
Compte des opérations du Trésor à la BRB	-38,3	45,8	0,0	16,8	0,0	0,0	0,0
Secteur non bancaire	-7,3	3,2	3,2	47,0	47,0	55,0	60,0
Erreurs et omissions / Besoin de financement	**-55,6**	**-153,6**	97,9	137,3	0,0	0,0	0,0

Source: MFBPE, Service de la Prévision Macroéconomique et Prospective, Modèle MACMOD-BI

Annexe 7: TOFE (en ratio du PIB)

	2018/ 2019	2019/ 2020	2020/ 2021	2021/ 2022	2022/ 2023	2023/ 2024	2024/ 2025
Recettes	**15,3 %**	**16,6 %**	17,3 %	17,5 %	16,6 %	16,8 %	16,9 %
Recettes fiscales	**14,0 %**	**14,9 %**	15,7 %	15,0 %	15,3 %	15,4 %	15,4 %
Impôt sur le revenu	3,7%	3,7%	3,6%	3,2%	3,7%	3,7%	3,7%
Taxes sur les biens et services	8,9%	9,5%	9,9%	9,9%	9,5%	9,5%	9,5%
Taxes sur le commerce extérieur	1,4%	1,6%	2,0%	1,7%	1,9%	1,9%	2,0%
Autres recettes fiscales	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
Taxes sur le patrimoine	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
Recettes non fiscales	**1,2%**	**1,7%**	1,6%	1,8%	1,5%	1,5%	1,5%
Recettes COVID-19	**0,0%**	**0,0%**	0,9%	0,8%	0,0%	0,0%	0,0%
Contribution des taxes	0,0%	0,0%	0,1%	0,1%	0,0%	0,0%	0,0%
Contribution du Gouvernement	0,0%	0,0%	0,2%	0,2%	0,0%	0,0%	0,0%
Contribution des PTFs et autres	0,0%	0,0%	0,6%	0,6%	0,0%	0,0%	0,0%
Recettes des minerais	**0,1%**	**0,1%**	0,1%	0,0%	0,1%	0,2%	0,3%
Dépenses et prêts nets	**23,9 %**	**24,9 %**	25,3 %	24,7 %	23,8 %	23,5 %	23,3 %
Dépenses courantes	**15,8 %**	**17,5 %**	17,0 %	15,3 %	14,3 %	14,3 %	13,7 %
Traitements	7,2%	7,4%	7,3%	6,7%	6,6%	6,4%	6,1%
Civils	5,6%	5,7%	5,6%	5,1%	5,0%	4,9%	4,7%
Militaires	1,0%	1,1%	1,0%	1,0%	0,9%	0,9%	0,9%
Nouvelle Police Nationale	0,6%	0,6%	0,6%	0,6%	0,6%	0,6%	0,6%
Biens et services	2,5%	2,9%	2,7%	1,7%	1,6%	1,7%	1,6%
Civils	0,9%	0,9%	1,0%	0,7%	0,6%	0,6%	0,6%
Militaires	0,9%	1,2%	0,9%	0,6%	0,5%	0,5%	0,5%
Nouvelle Police Nationale	0,6%	0,9%	0,8%	0,5%	0,5%	0,5%	0,5%
Transferts et subventions	4,4%	4,6%	4,2%	4,4%	4,1%	3,9%	3,7%
Intérêts dus	1,8%	2,6%	2,8%	2,5%	2,5%	2,5%	2,3%
Intérieurs	1,7%	2,5%	2,6%	2,3%	2,4%	2,3%	2,1%
Extérieurs	0,1%	0,1%	0,1%	0,2%	0,2%	0,2%	0,2%
Autres dépenses	**0,1%**	**0,1%**	0,0%	0,0%	0,1%	0,1%	0,2%

Imprévus	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,1%	0,1%	0,2%
Projets spéciaux	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
Protection sociale temporaire	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
Dépenses de fonds	0,1%	0,1%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
Dépenses exceptionnelles	**0,0%**	**0,0%**	0,4%	0,4%	0,0%	0,0%	0,0%
Démobilisation	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
Élections	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
Assistance technique	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
Fonds Global	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
Dépenses IADM	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
Dépenses en capital	**7,9 %**	**7,2 %**	7,9 %	9,0 %	8,9 %	9,1 %	9,4 %
Ressources intérieures	2,3%	2,4%	3,1%	3,9%	3,3%	3,8%	4,2%
Budget de l'Etat	2,3%	2,4%	3,1%	3,9%	3,3%	3,8%	4,2%
Ressources externes	5,6%	4,8%	4,8%	5,1%	5,6%	5,3%	5,2%
Prêts projets	1,9%	0,9%	0,5%	0,7%	0,6%	0,6%	0,6%
Dons projets	3,7%	3,9%	4,3%	4,4%	5,0%	4,7%	4,6%
Partenariat Public Privé	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
Prêts nets	**0,0%**	**0,0%**	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
Solde primaire	**-1,2%**	**-0,9%**	-0,1%	0,8%	1,0%	1,0%	1,1%
Solde primaire y compris dépenses exceptionnelles	**-1,2%**	**-0,9%**	-0,4%	0,4%	1,0%	1,0%	1,1%
Solde global (base engagements)							
Dons inclus 1	**-4,9%**	**-4,4%**	-3,7%	-2,7%	-2,1%	-2,0%	-1,8%
Dons exclus	**-8,6%**	**-8,3%**	-8,0%	-7,2%	-7,1%	-6,8%	-6,4%
Variations des arriérés (réduction -)	**0,0%**	**0,0%**	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
Intérêts extérieurs	**0,0%**	**0,0%**	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
Arriérés Intérieurs	**0,0%**	**0,0%**	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
Solde global (base caisse)	**-8,6%**	**-8,3%**	-8,0%	-7,2%	-7,1%	-6,8%	-6,4%
Financement	**9,5%**	**8,3%**	8,0%	7,2%	7,1%	6,8%	6,4%
Financement extérieur	**5,3%**	**4,5%**	4,5%	7,1%	5,2%	4,9%	4,8%
Prêts budgétaires	0,0%	0,0%	0,6%	2,0%	0,0%	0,0%	0,0%
Dons budgétaires	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
Appui budgétaire sectoriel	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%

Prêts projets	1,9%	0,9%	0,5%	0,7%	0,6%	0,6%	0,6%
COMESA, don exceptionnel	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	-0,0%	0,0%
Dons projets	3,7%	3,9%	4,3%	4,4%	5,0%	4,7%	4,5%
Programmes spéciaux	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
Démobilisation	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
Élections	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
Assistance technique	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
Fonds Global	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
Dons projets spéciaux	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
Protection sociale temporaire	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
Prêts projets spéciaux	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
Amortissement	-0,3%	-0,3%	-0,3%	-0,5%	-0,5%	-0,4%	-0,5%
Amortissement non PPTE	-0,3%	-0,3%	-0,3%	-0,5%	-0,5%	-0,4%	-0,5%
Amortissement PPTE	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
Allègement de la dette (rééchelonnement; annulation)	0,0%	0,0%	0,0%	0,4%	0,0%	0,0%	0,0%
Partenariat Public Privé	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
Produits des privatisations	**0,0%**	**0,0%**	0,1%	0,1%	0,1%	0,1%	0,1%
Financement intérieur	**4,2%**	**6,3%**	4,9%	1,8%	1,9%	1,7%	1,6%
Secteur bancaire	5,0%	5,5%	4,8%	1,4%	1,3%	1,1%	1,0%
BRB	-0,3%	-0,5%	0,1%	-0,2%	-0,2%	-0,2%	-0,2%
Banques commerciales et autres	5,3%	6,0%	4,7%	1,7%	1,5%	1,3%	1,1%
Compte des opérations du Trésor a la BRB	-0,6%	0,7%	0,0%	0,2%	0,0%	0,0%	0,0%
Secteur non bancaire	-0,1%	0,1%	0,0%	0,6%	0,6%	0,6%	0,6%
Erreurs et omissions / Besoin de financement	**-0,9%**	**-2,5%**	-1,5%	-1,3%	0,0%	0,0%	0,0%

Source: MFBPE, Service de la Prévision Macroéconomique

Annexe 8: Indicateurs Macroéconomiques Clés

	2018	**2019**	**2020**	**2021**	**2022**	**2023**	**2024**
Secteur réel							
PIB Nominale (en Mrds de BIF)	5914,4	6216,9	6655,6	7506,4	8274,1	9095,3	10042,2

PIB aux prix constants de 2005 (en Mrds de BIF)	2013,1	2103,6	2092,8	2157,7	2257,8	2374,9	2513,3
Taux de croissance du PIB réel (%)	5,3%	4,5%	0,5%	3,1%	4,6%	5,2%	5,8%
PIB par habitant (en US$)	281,8	279,7	281,6	301,5	319,4	341,1	366,3
Déflateur du PIB	-1,5%	0,6%	7,6%	9,4%	5,3%	4,5%	4,3%
Finances publiques							
En Mrds de BIF							
Recettes totales	904,8	1031,7	1150,2	1311,9	1477,3	1523,7	1700,1
Recettes fiscales	823,5	921,5	1039,3	1102,4	1250,1	1374,1	1521,8
Dépenses Totales	1413,6	1547,2	1681,2	1852,1	1965,8	2138,8	2341,6
Dépenses courantes	936,5	1089,8	1130,2	1148,0	1226,5	1304,8	1379,8
Dépenses en capital	468,8	449,2	523,6	673,6	734,3	829,0	941,7
Financées sur ressources propres	137,4	150,4	205,4	289,4	270,3	342,6	420,7
Financées sur ressources extérieures	331,4	298,8	318,2	384,2	464,0	486,3	521,1
Ratio au PIB (en %)							
Recettes totales	15,3%	16,6%	17,3%	17,5%	16,6%	16,8%	16,9%
Recettes fiscales	14,0%	14,9%	15,7%	15,0%	15,8%	15,4%	15,4%
Dépenses Totales	23,9%	24,9%	25,3%	24,7%	23,8%	23,5%	23,3%
Dépenses courantes	15,8%	17,5%	17,0%	15,3%	14,8%	14,3%	13,7%
Dépenses en capital	7,9%	7,2%	7,9%	9,0%	8,9%	9,1%	9,4%
Financées sur ressources propres	2,3%	2,4%	3,1%	3,9%	3,3%	3,8%	4,2%
Financées sur ressources extérieures	5,6%	4,8%	4,8%	5,1%	5,6%	5,3%	5,2%
Solde Budgétaire global (base engagement en % du PIB)	-4,9%	-4,4%	-3,7%	-2,7%	-2,1%	-2,0%	-1,8%
Solde Budgétaire dons exclus (en % du PIB)	-8,6%	-8,3%	-8,0%	-7,2%	-7,1%	-6,8%	-6,4%
Secteur extérieur							
Exportation de biens (en % du PIB)	6,3%	4,8%	5,3%	4,8%	5,6%	5,9%	6,6%
Importation de biens (en % du PIB)	21,7%	23,5%	24,0%	24,0%	24,2%	24,3%	24,6%
Balance courante (en % du PIB)	-10,7%	-12,2%	-8,7%	-10,6%	-11,1%	-12,5%	-12,3%

Source: MFBPE, Service de la Prévision Macroéconomique et Prospective, Modèle MACMOD-BI

8. **Les comptes consolidés de l'ensemble des administrations publiques, pour le dernier exercice clos, faisant apparaître notamment les comptes des organismes publics autonomes :**

En vertu de l'article 27 de la loi organique, précisément en son alinéa deux, précise que les comptes consolidés de l'ensemble des administrations publiques pour le dernier exercice clos, faisant apparaitre notamment les comptes des organismes publics autonomes, doivent accompagner le projet de lois de finances initiales.

Pour le projet de budget 2022/2023, la loi de règlement et compte rendu budgétaire de l'exercice 2020/2021 est transmis au Conseil des Ministre pour validation.

9. **Etat fixant la programmation indicative à moyen terme des grandes catégories de dépenses publiques :**

	2018/ 2019	2019/ 2020	2020/ 2021	2021/ 2022	2022/ 2023	2023/ 2024	2024/ 2025
Recettes	**904,8**	**1031,7**	1150,2	1311,9	1377,3	1523,7	1700,1
Recettes fiscales	**823,5**	**921,5**	1039,5	1102,4	1250,1	1374,4	1524,8
Impôt sur le revenu	217,0	231,8	241,5	240,9	308,5	339,1	374,7
Taxes sur les biens et services	524,7	591,7	662,1	744,7	782,9	860,6	950,4
Taxes sur le commerce extérieur	81,8	98,0	135,8	126,8	158,7	174,7	197,3
Autres recettes fiscales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taxes sur le patrimoine	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Recettes non fiscales	**73,8**	**102,6**	103,2	138,0	127,2	149,3	175,3
Ressources COVID-19	**0,0**	**0,0**	58,9	64,9	0,0	0,0	0,0
Contribution des taxes	0,0	0,0	4,6	6,6	0,0	0,0	0,0
Contribution du Gouvernement	0,0	0,0	15,0	15,0	0,0	0,0	0,0
Contribution des PTFs et autres	0,0	0,0	39,3	41,3	0,0	0,0	0,0
Recettes des Minerais	**7,6**	**7,6**	7,6	8,6	5,0	15,0	30,0

Dépenses et prêts nets	**1413,6**	**1547,2**	**1681,2**	**1852,1**	**1965,8**	**2138,8**	**2341,6**
Dépenses courantes	**936,5**	**1089,8**	**1130,2**	**1148,0**	**1226,5**	**1304,8**	**1379,8**
Traitements	427,5	458,1	485,1	499,7	545,6	578,3	613,0
Civils	329,2	351,9	372,4	381,2	416,7	441,7	468,1
Militaires	61,8	67,4	69,6	72,1	77,9	82,5	87,5
Nouvelle Police Nationale	36,5	38,8	43,1	46,4	51,0	54,1	57,3
Biens et services	146,0	182,1	179,2	129,6	134,8	150,1	161,2
Civils	54,5	53,6	63,8	49,4	51,4	57,5	68,3
Militaires	54,3	71,6	62,3	41,8	43,5	48,3	52,6
Nouvelle Police Nationale	37,2	56,9	53,1	38,4	39,9	44,3	48,3
Transferts et subventions	258,4	288,9	282,6	328,9	335,5	352,3	375,2
Intérêts dus	104,6	160,7	183,2	189,8	210,6	224,1	227,4
Intérieurs	98,3	154,2	175,2	175,2	194,6	206,4	208,0
Extérieurs	6,3	6,5	8,0	14,6	16,0	17,6	19,4
Autres dépenses	**8,2**	**8,2**	2,4	1,4	5,0	5,0	20,0
Imprévus	0,0	0,0	2,4	1,4	5,0	5,0	20,0
Projets spéciaux	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Protection sociale temporaire	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Dépenses de fonds	8,2	8,2	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Dépenses exceptionnelles	**0,0**	**0,0**	25,1	29,1	0,0	0,0	0,0
Dépenses COVID-19	0,0	0,0	25,1	29,1	0,0	0,0	0,0
Démobilisation	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Élections	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Assistance technique	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Fonds Global	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Dépenses IADM	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Dépenses en capital	**468,8**	**449,2**	523,6	673,6	734,3	829,0	941,7
Ressources intérieures	137,4	150,4	205,4	289,4	270,3	342,6	420,7
Budget de l'Etat	137,4	150,4	205,4	289,4	270,3	342,6	420,7
Ressources externes	331,4	298,8	318,2	384,2	464,0	486,3	521,1
Prêts projets	110,5	55,9	34,9	50,3	53,2	55,9	64,3
Dons projets	220,9	242,9	283,3	333,9	410,8	430,5	456,7
Partenariat Public Privé	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Prêts nets	**0,0**	**0,0**	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0

Solde primaire	**-72,7**	**-56,0**	**-4,5**	**62,8**	**86,2**	**95,4**	**107,0**
Solde primaire y compris dépenses exceptionnelles	**-72,7**	**-56,0**	**-29,6**	**33,7**	**86,2**	**95,4**	**107,0**
Solde global (base engagements)							
Dons inclus 1	**-287,8**	**-272,6**	**-244,7**	**-203,3**	**-174,7**	**-181,5**	**-181,7**
Dons exclus	**-508,7**	**-515,5**	**-531,0**	**-540,3**	**-588,4**	**-615,0**	**-641,5**
Variations des arriérés (réduction -)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Intérêts extérieurs	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Arriérés Intérieurs	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Solde global (base caisse)	**-508,7**	**-515,5**	**-531,0**	**-540,3**	**-588,4**	**-615,0**	**-641,5**
Financement	**564,3**	**515,5**	**531,0**	**540,3**	**588,4**	**615,0**	**641,5**
Financement extérieur	**316,0**	**278,7**	**300,3**	**530,1**	**427,6**	**449,2**	**477,9**
Prêts budgétaires	0,0	0,0	0,0	151,0	0,0	0,0	0,0
Dons budgétaires	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Appui budgétaire sectoriel	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Prêts projets	110,5	55,9	34,9	50,3	53,2	55,9	64,3
COMESA, don exceptionnel /AMISOM	0,0	0,0	3,0	3,0	3,0	3,0	3,0
Dons projets	220,9	242,9	283,3	333,9	410,8	430,5	456,7
Programmes spéciaux	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Démobilisation	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Élections	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Assistance technique	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Fonds Global	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Dons projets spéciaux	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Protection sociale temporaire	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Prêts projets spéciaux	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Amortissement	-15,4	-20,1	-20,9	-36,8	-39,3	-40,1	-46,1
Amortissement non PPTE	-15,4	-20,1	-20,9	-36,8	-39,3	-40,1	-46,1
Amortissement PPTE	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Allègement de la dette	0,0	0,0	0,0	28,6	0,0	0,0	0,0

(rééchelonnement; annulation)							
Partenariat Public Privé	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Produits des privatisations et recettes exceptionnelles	**0,0**	**0,0**	4,0	9,3	5,5	7,5	5,2
Financement intérieur	**248,3**	**390,5**	324,6	138,2	155,3	158,3	158,3
Secteur bancaire	293,9	341,5	321,4	108,0	108,3	108,3	98,3
BRB	-18,4	-31,2	8,7	-16,7	16,7	-16,7	-16,7
Banques commerciales et autres	312,3	372,7	312,7	124,7	125,0	120,0	115,0
Compte des opérations du Trésor à la BRB	-38,3	45,8	0,0	-16,8	0,0	0,0	0,0
Secteur non bancaire	-7,3	3,2	3,2	47,0	47,0	55,0	60,0
Erreurs et omissions / Besoin de financement	**-55,6**	**-153,6**	-97,9	-137,3	0,0	0,0	0,0

Source: MFBPE, Modèle MACMOD-BI

10. Rapport sur l'application de la présente loi organique et notamment ses articles 18,19, 42 et 47

Dans sa première année de la mise en œuvre des réformes sur la gestion des finances publiques, le projet de loi de finances 2022/2023 est préparé sur base des Plans de Travail et Budget Annuel des ministères et institutions pour pouvoir migrer totalement vers une budgétisation en mode programme. Les PTBA constituent un annexe du projet de loi de finances 2022/2023.

Aussi, dans le cadre de la transparence et de la traçabilité de l'exécution du budget 2022/2023, un rapport trimestriel de l'exécution produit sur base des dépenses de l'Etat indiquera la cohérence entre les prévisions trimestrielles inscrites dans les PTBA et les réalisations enregistrées. Il en sera de même pour les autres structures de l'Etat.

11. Le Programme d'Investissements Publics (PIP2022-2025) :

- **Le document de Programmes d'Investissements Publics (2022-2025) est disponible. Il est déjà validé par le Conseil des Ministres.**